



PROJET DE SDAGE 2016-2021

AVIS DE FNE PACA

JUIN 2015

FNE PACA et son réseau d'associations saluent le travail réalisé, les réflexions menées et les dialogues engagés entre les acteurs qui ont permis d'aboutir au projet de SDAGE 2016-2021 tel qu'il est soumis à la consultation.

UN DOCUMENT DE QUALITE ET DES AVANCEES POSITIVES

Ce document nous semble être un outil de qualité pour guider les porteurs de projets dans les territoires, leur donnant cadre et limites claires pour atteindre autant que possible les objectifs DCE. Ce projet de SDAGE comporte des avancées à nos yeux significatives

- La création d'une OF O sur l'adaptation au changement climatique témoigne d'une réelle volonté, affirmée par le Comité de bassin et reprise par le SDAGE, d'anticipation et de gestion durable de la ressource en eau. Une telle OF, en tête de SDAGE, indique que la prise de conscience est réalisée pour une grande majorité des acteurs et promet le passage à l'action, la plus grande prise en compte du changement climatique dans les projets locaux.
- Le SDAGE 2016 est présenté comme celui de l'action, après celui de 2010 dédié à la connaissance. au-delà des seuls discours ou principes, il invite ainsi à la mise en œuvre opérationnelle. Si celle-ci suit effectivement sur le terrain, on pourra s'attendre à des résultats allant visiblement dans le sens de la DCE et du bon état des milieux et des ressources.
- La mise en cohérence des différentes politiques touchant à l'eau et aux milieux aquatiques (DCE / DCSMM / DI notamment, mais aussi avec les SRCE ou d'autres schémas), illustre l'élargissement du dialogue au-delà du cercle des acteurs de l'eau. Là encore, cette recherche de synergie entre restauration des milieux aquatiques (zones humides, champs d'expansion de crues, hydromorphologie, continuité latérale...) et prévention / lutte contre les inondations, entre les politiques "terrestres" et les politiques littorales et maritimes, entre les politiques sectorielles, signe la promesse d'une implication croissante d'acteurs et espérons le d'une plus grande efficacité des actions.



De façon plus précise, différents points ont retenu l'attention :

- Compensation de l'imperméabilisation en volume, à 150%
- Compensation à 200% pour les ZH
- Formalisation des espaces de bon fonctionnement
- Débit à l'étiage
- Appui à la mise en œuvre de la compétence GEMAPI.

Des questionnements apparaissent déjà localement concernant ce que ces points impliquent pour les projets, certains pouvant être remis en cause. Ces questionnements ne doivent pas remettre en cause les avancées que propose ce futur SDAGE, mais doivent plutôt permettre de prendre conscience de la nécessité

- i. d'un dialogue territorial pour partager les problématiques locales et faire émerger des alternatives intelligentes,
- ii. d'une animation locale, transversale au même titre que les sujets qui se posent, qui aille au-delà du seul SDAGE, pour définir collectivement des projets de territoire intégrés, de façon à ce que des réponses soient apportées, répondant aux besoins réels et aux multiples enjeux dont l'eau et les milieux aquatiques
- iii. de définitions précises des milieux concernés par les mesures ou des termes susceptibles d'interprétation. Ces définitions pourront être celles du Code de l'environnement quand elles existent ou être propres au bassin pour bien prendre en compte les caractéristiques locales.

GARDER LE CAP ET AFFICHER LES PRIORITES

Outil de territorialisation à l'échelle d'un bassin hydrographique de la DCE, le SDAGE poursuit les mêmes objectifs que cette dernière : le bon état des masses d'eau et des ressources.

Cet objectif majeur nous concerne tous, bien que nous n'en soyons pas tous conscients. Les activités humaines, toutes, s'appuient, s'exercent sur des milieux, font appel à une ressource en eau, en tirent un bénéfice, ont des impacts sur ces milieux ou ressources. La préservation d'une certaine qualité de ces milieux ou ressources est donc la base même du maintien de la présence humaine, de ces activités et relève à ce titre de l'intérêt général.

Le SDAGE a bien compris et intégré ces enjeux, détaillés notamment dans les OF 2 et 6. Il est primordial que la préservation du bon état, l'objectif de non-dégradation des milieux et des ressources et le principe d'intervention à la source restent la ligne de base, le minimum exigé par le SDAGE.

Au-delà de ce minimum, d'autres principes doivent être érigés en priorités du futur SDAGE et donner ainsi des cadres intangibles à la politique de bassin :

- Continuité écologique : poursuite de la politique de préservation et de restauration des fonctionnalités des milieux et des continuités écologiques

- Limitation des impacts cumulés. Ceux-ci sont peu considérés par les pétitionnaires, les propriétaires ou les gestionnaires des ouvrages ; or ces ouvrages successifs fragilisent d'autant plus les milieux et l'atteinte des objectifs de bon état. Une prise en compte renforcée à toutes les étapes doit être inscrite dans le SDAGE, a fortiori au vu des velléités d'aménagements de tous bords (retenues collinaires, petite hydroélectricité, ouvrages défensifs, etc.).
- Recherche d'une gestion équilibrée et partagée de la ressource (plan quantitatif), anticipant le changement climatique, préservant les milieux, leurs fonctionnalités, leurs capacités d'adaptation, et recherchant une préservation des usages qui soit raisonnable (économiquement, techniquement, et de bon sens) au vu du changement climatique (attention aux retenues de substitution / retenues collinaires).
- Lutte contre les pollutions à la source : poursuite des travaux visant à atteindre le "Zéro Pesticide" (agricole comme non agricole), en premier lieu sur les aires d'alimentation de captages ; lutte contre toute substance inutile ; maintien et renforcement des capacités de traitement des STEP...

Les forages profonds pour la géothermie profonde, pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures non conventionnels constituent un enjeu tout particulier sur le bassin Rhône Méditerranée. Ces activités, si elles sont autorisées, constitueront un risque avéré de pollution des ressources en eau¹. Le SDAGE doit donc être extrêmement ferme vis-à-vis de ces activités. Il s'agit notamment d'appliquer le principe de précaution. En outre, les zones de kart, les zones abritant des ressources souterraines importantes (ou a fortiori des ressources jugées stratégiques pour l'alimentation future en eau potable) ainsi que les zones de sauvegarde et toutes les zones soumises à contraintes environnementales doivent faire l'objet d'une vigilance encore plus marquée.

LE SDAGE pourrait également exiger que le Comité de Bassin (ou sa commission ad hoc) soit consulté avec voix délibérative dans tous projet de forage profond.

- Renforcement et opérationnalité de l'intégration des enjeux Eau et Mer dans les documents d'aménagement du territoire (PLU, SCoT, SRADDT, DTADD...) et dans les projets et programmes. Les grandes aires urbanisées et les infrastructures majeures étant établies, il s'agit désormais de réduire les impacts de cette urbanisation existante (imperméabilisation des sols, dégradation voire destruction de milieu, entretien des réseaux d'eau, problématique de l'assainissement) et d'éviter toute nouvelle urbanisation.

¹ en raison des adjuvants utilisés, mais aussi car les percements dans les aquifères ouvrent des voies de pénétration vers des aquifères dont certains sont protégés, jusqu'à présent, par des couches géologiques imperméables.



RENFORCER NOS AMBITIONS

La politique de l'eau, et le SDAGE notamment, doivent pouvoir aller plus loin encore dans ces objectifs et dans la mise en œuvre des principes du SDAGE.

ENJEU DE SOCIÉTÉ

L'eau est une problématique négligée dans les débats de société, dans les médias, dans les sujets d'actualité. Le SDAGE doit proposer des pistes de réflexion pour remettre l'eau au cœur des débats, au même titre que l'économie, la croissance ou l'emploi.

Un principe phare de la DCE est l'association du public. En dehors des périodes de consultation, peu d'actions en direction du grand public, et a fortiori encore moins une stratégie de communication et/ou de concertation, sont proposées par le SDAGE.

Ainsi, l'eau doit redevenir un enjeu de société :

- L'eau doit être bien compris par tous, acteurs de l'eau ou autres, comme un enjeu transversal (documents d'urbanisme notamment, l'eau en agriculture jusqu'au choix de consommation...). La compréhension par les acteurs et par le public des différents enjeux du SDAGE et à travers lui du développement durable, nécessite une approche décloisonnée, "dé-compartmentée", des territoires.
- Communiquer, partager le SDAGE (atténuer le caractère technocratique des documents liés à l'eau, SDAGE et PRGI notamment). Plus simplement, il s'agit de partager les enjeux de l'eau, les objectifs de préservation et de restauration des milieux avec l'ensemble des publics.
Ainsi, une animation régulière des politiques de l'eau doit être développée. Des actions de communication, sensibilisation, éducation doivent avoir lieu tout au long de la vie du SDAGE, et pas uniquement lors des périodes de consultation exigée par la DCE. Convivialité, pédagogie, responsabilisation doivent être au centre de cette animation.
- Les actions d'information, de sensibilisation et d'éducation des différents publics doivent elles privilégier cette approche inter-reliée (c'est-à-dire systémique) à l'intérieur de chacun des territoires et en relation avec les autres territoires. Pour comprendre par exemple qu'une solidarité amont-aval, comme celle de l'eau des Alpes vers le littoral, nécessite une solidarité aval-amont, comme l'utilisation économe de la ressource...
- Au-delà de l'eau et des politiques qui y sont liées, ne faut-il pas envisager dans le cadre des intercommunalités des lieux de rencontre et de concertation des acteurs intervenant dans ces différents domaines pour définir et mettre en œuvre une politique de développement durable de leurs territoires, intégrant notamment les enjeux eau, littoral, inondations.
- La formation des élus et équipes techniques des collectivités territoriales doit devenir obligatoire. L'approfondissement proposé dans ces formations doit être adapté aux missions occupées par les personnes, dans l'objectif que ces personnes intègrent les enjeux eau dans les sujets qu'ils sont amenés à traiter quotidiennement. De même que la sensibilisation / communication grand public, cette formation des élus doit avoir une approche systémique et globale.

- Faciliter la lecture du SDAGE en identifiant nettement
 - D'une part, ce qui relève de l'obligation pure et dure, du droit créé par le SDAGE et d'autre part ce qui relève davantage de l'action nécessaire mais difficile à rendre obligatoire (ex "mettre en place un SAGE...")
 - Le ou les acteurs ciblés par les dispositions.
En effet, certaines s'adressent à des acteurs bien identifiés (ex : "intégrer les enjeux du SDAGE dans les projets d'aménagement...", qui visent les collectivités territoriales et les documents d'urbanisme notamment), d'autres visent plutôt un collectif non précisé d'acteurs locaux (ex : "assurer la coordination au niveau supra bassin") ou encore semblent concerner plutôt les institutions de l'eau (ex : "promouvoir des périmètres de SAGE et contrats de milieu au plus proche du terrain").

Un "guide de lecture" du SDAGE pourrait être proposé par catégorie d'acteurs ou par grand type de projet.

EAU, GOUVERNANCE ET FISCALITE

Les financements publics ne doivent en aucun cas aider des projets qui portent atteinte aux milieux aquatiques, aux ressources en eau, que ce soit de façon qualitative ou quantitative, ou qui obèreraient l'atteinte des objectifs de la DCE et du SDAGE.

Cette injonction figure dans le projet actuel de SDAGE et il y a tout lieu de s'en féliciter. Ainsi formulée, elle concerne les aides que peut apporter l'Agence de l'eau mais s'adresse également aux aides publiques en général. Il est à nos yeux très important de la maintenir dans le futur SDAGE !

Au-delà du vœu, il s'agit d'appliquer concrètement cette règle. Quels moyens, quels outils sont proposés aux porteurs de projet pour préparer l'adéquation de leurs projets au SDAGE, au PAMM, au SRCE... ? Quels acteurs mobiliser pour appuyer la mise en œuvre : gestionnaires de milieux aquatiques, référent en délégation de l'Agence ? Qui pourra contrôler, et avec quels pouvoirs, la régularité des projets soumis à financement public vis-à-vis des enjeux Eau (et mer, biodiversité aquatique) ? Une grille de lecture et d'analyse des projets devrait être établie, pour les différents grands types de projets (ex : aménagement et urbanisme, industrie, carrière, projets agricoles...) pour faciliter la tâche des services en charge des contrôles.

La question des aides renvoie également au principe "pollueur – payeur" et à son application décevante pointée en février 2015 par la Cour des Comptes. Même si la question des aides relève du programme quinquennal de l'Agence, le SDAGE a vocation à

- i. rappeler vigoureusement, -et mettre en pratique !- les principes énoncés par la DCE : transparence et récupération des coûts, principe pollueur payeur. Le report des coûts environnementaux sur la société en général est d'autant plus scandaleux que ces coûts sont induits par telle ou telle activité qui en tire profit par ailleurs !
- ii. proposer les moyens de l'application concrète de ces principes DCE. Cette réflexion doit également inclure celle sur la prise en considération des services écologiques rendus par



certaines activités en faveur de l'eau, la biodiversité, la prévention des inondations (ex. : agriculture permettant de conserver une zone d'expansion de crue)... : quelle indemnisation, voire quelle rémunération, prévoir pour ces services ?

Enfin, le SDAGE doit réaffirmer l'importance et le rôle des politiques partenariales de l'eau. Les différents outils (SAGE, contrats de milieu, plans de gestion ou d'actions...) couvrent progressivement l'ensemble du bassin, associant ainsi les acteurs locaux à la préservation de leurs milieux et de leurs ressources. Cette forme de conscientisation est à notre sens particulièrement importante et doit se poursuivre ! Elle participe de la place de l'eau comme enjeu de société, même si l'échelle reste locale et touche un cercle déjà sensibilisé. Ces politiques permettent en outre de progresser, doucement certes, mais collectivement, vers un meilleur état de nos milieux, une meilleure gestion de nos ressources. Le SDAGE doit donc apporter outils, réflexions, motivations aux gestionnaires et aux acteurs pour poursuivre et renforcer ces collaborations et les inscrire avec un réel poids juridique dans les autres politiques sectorielle (ce qu'il fait partiellement dans sa disposition 4-07, où sont cités différents points à travailler pour une efficacité la plus grande possible des démarches locales). Il serait bon pour les acteurs locaux, notamment les non techniciens de politique de l'eau, que le SDAGE donne également les pistes correspondantes pour la mise en œuvre de la compétence GEMAPI, assez peu évoquée dans cette OF 4 qu'elle recoupe pourtant largement.

AMBITION CHANGEMENT CLIMATIQUE, GESTION QUANTITATIVE

Les évolutions des cycles aquatiques et des milieux, induites par le CC, nécessitent un changement de paradigme. Certains acteurs se sont déjà saisis de la problématique, à commencer par le Comité de Bassin (plan d'adaptation bassin au CC, OF 0 du SDAGE 2016-2021) mais aussi d'autres collectivités (Région PACA et le SOURCE, Agenda 21 et PCET développés dans certaines communes ou EPCI...) ou des acteurs selon leurs compétences (Chambres d'agriculture PACA et SRHA, Commission Exécutive de la Durance...).

Le changement climatique nous imposera certainement de définir strictement des priorités dans les usages que nous ferons de l'eau et des milieux. Eau potable et alimentation (via l'agriculture), ainsi que des milieux en état de rendre les différents services naturels (ralentissement de crues, épuration naturelle, etc.) sont à nos yeux des besoins et/ou des usages qui nous paraissent prioritaires car indispensables à la vie (les loisirs d'eau vive sont un "bonus", un luxe) et ne pouvant pas être remplacés par ailleurs (par ex., l'énergie peut être produite par d'autres biais que par l'hydroélectricité). Il nous faut, dès aujourd'hui, faire évoluer nos activités, que ce soit dans la façon de les exercer, dans leur localisation géographique², voire pour certaines, dans leur nature même.

² Afin de s'adapter au mieux aux nouvelles contraintes climatiques : température... et dispo en eau à coût environnemental et économique raisonnable (ex : viticulture !)



Dans ce contexte et dans cette logique, la recherche et la mise en œuvre d'actions multi-objectifs (logique gagnant – gagnant) et de mesures "sans-regrets" sont donc à privilégier dès aujourd'hui... Ainsi, les réflexions et plans (PBACC, SOURCE...) sont autant de "boîtes à outils" à concrétiser dès maintenant dans les territoires.

Nous devons retrouver et adapter des techniques anciennes de gestion de l'eau, imaginer et tester de nouveaux moyens, faire appel à notre sens pratique pour

- Donner aux milieux et à nos activités les moyens de leur résilience
- Partager les ressources en priorisant volontairement et équitablement les usages
- Faire appel aux capacités des milieux (ex : capacité de rétention de l'eau dans les sols)
- Moderniser, optimiser les équipements existants
- Faire évoluer nos pratiques, adapter nos modes de production et de consommation
- Engager le dialogue et accompagner acteurs et habitants dans ces changements.

Des adaptations efficaces et durables feront la part belle à

- une meilleure utilisation et un meilleur partage de la ressource,
- une modernisation et optimisation des équipements existants,
- une évolution des pratiques en vue de réaliser des économies d'eau (utiliser les capacités de rétention en eau du sol, mettre en place des paillages pour limiter l'évaporation en eau du sol, diversifier les cultures, adapter de façon générale les systèmes de culture (cf. disposition 7-02)... tout en restant vigilant sur les solutions et en pesant bien les avantages et inconvénients
- une solidarité intra-territoriale pour mobiliser d'autres éléments de l'activité même, ou de son support, ou des activités voisines sur le territoire...

C'est en s'appuyant sur ces différents leviers que l'Agriculture Biologique présente une irrigation quantitativement moins importante qu'en agriculture conventionnelle : en s'appuyant notamment sur la diversité des cultures et en mobilisant les capacités des sols à conserver l'eau et à mieux la restituer.

Pour FNE PACA, le recours à des retenues de substitution ne doit pas être une règle, mais une possibilité à encadrer strictement. Les projets de retenues doivent ainsi être appréciés

- à l'aune d'analyses coûts – bénéfiques s'intéressant aux effets dans les domaines sociaux, économiques et environnementaux au sein du bassin versant concerné
- en imaginant des scénarii avec et sans retenue, à l'échelle du territoire de vie, à l'échelle du bassin versant
- en recherchant des synergies avec la préservation / restauration de milieux (ex : une zone humide en bon état favorise la rétention de l'eau dans un bassin versant en cas d'inondation, maintient son niveau de richesse biologique et permet de disposer d'un soutien / d'une réserve en eau pour l'agriculture...).

La question du changement climatique et de la gestion quantitative de l'eau ne s'arrête pas à la gestion de la pénurie. Elle doit aussi aborder l'excès : en l'occurrence, les crues et pour les hommes les



inondations. Généralement marquées en région PACA, les inondations pourraient dans un climat futur être plus fréquentes, ou d'amplitude plus grande.

L'anticipation du changement climatique doit donc intégrer également ces questionnements.

AMBITION BIODIVERSITE

La biodiversité et les milieux font l'objet d'une prise en compte particulière dans le SDAGE, deux Orientations Fondamentales lui étant dédiées (OF 2 sur le principe de non-dégradation et OF 6 sur la biodiversité et les milieux aquatiques).

Provence Alpes Côte d'Azur bénéficie d'une diversité de milieux naturels qui lui confèrent une exceptionnelle richesse écologique : des torrents alpins aux fleuves côtiers, delta de Camargue, plaine de Crau et marais salants, embouchures de toutes nature, lacs alpins, lônes, bras morts et adoux.... Au point que la région soit identifiée un "hotspot" de biodiversité à l'échelle mondiale : cette situation confère à notre région une responsabilité toute particulière ! C'est pourquoi, dans les limites de ses domaines d'intervention et de son territoire d'action, le SDAGE doit

- pousser les acteurs et les politiques sectorielles vers une meilleure intégration de la biodiversité et des milieux dans l'ensemble des activités
- constituer un "rempart" pour défendre cette biodiversité de projets destructeurs.

La **priorité aux mesures d'évitement** doit permettre de conserver notre patrimoine écologique (concernant le SDAGE, ce patrimoine est notamment constitué des masses d'eau en bon et très bon état écologique) ainsi que les services écosystémiques rendus à l'ensemble de la collectivité (ressource en eau, épuration, réduction de l'énergie des crues...). Cette stratégie mobilisera par ailleurs beaucoup moins de moyens pour conserver ces services, plutôt qu'une stratégie faisant appel à des aménagements structurants qui entraînent une dégradation à long terme des milieux aquatiques et nécessitent donc des mesures palliatives.

L'anticipation du changement climatique doit prendre en compte les caractéristiques des milieux (milieux méditerranéens, biocénoses, notamment d'eau froide ou de milieux temporaires, populations salmonicoles...), et des pressions qui s'y exercent, dans un objectif affirmé de résilience. Les milieux méditerranéens et alpins de PACA sont adaptés à la sécheresse et aux températures élevées estivales. Mais ils n'en sont pas moins vulnérables à un changement climatique dont on annonce qu'il se manifestera par des étiages plus marqués, plus précoces, par des températures encore plus élevées et/ou sur des durées plus longues... Il est regrettable que la carte (présentée dans l'Orientation Fondamentale 0 du projet de SDAGE) rende si mal compte de la vulnérabilité des milieux méditerranéens au changement climatique et de la nécessité d'agir.

La **préservation et la restauration des continuités écologiques aquatiques et humides** doivent prendre place dans un projet de trame verte et bleue cohérente. Ce ne sont pas uniquement les espaces qui doivent attirer l'attention collective, mais aussi les fonctionnalités, les différentes



dimensions des milieux aquatiques (longitudinale, latérale, verticale) et les liens qui existent, parfois de façon ténue à nos yeux d'humains, entre les milieux. Cette logique s'applique aux milieux aquatiques continentaux, et le lien doit être fait jusqu'aux milieux littoraux et marins (conformément au territoire d'application du SDAGE).

Ces efforts de préservation / restauration ne doivent pas se limiter pas aux cours d'eau classés. Ils sont à encourager sur l'ensemble des cours d'eau du bassin lorsque cela s'avère nécessaire et/ou lorsque des opportunités se présentent. Schéma Régional de Cohérence Ecologique et Plan d'Action pour le Milieu Marin représentent des pistes possibles pour élargir la vision et prendre la hauteur nécessaire par rapport au territoire concerné.

Cette trame bleue doit être un élément de réponse aux **impacts cumulés**. A ce titre, la préservation / restauration des continuités écologiques gagne à être pensée au niveau d'un bassin versant, et non à l'unique échelle d'un cours d'eau.

La fédération régionale demande que la prise en compte des impacts cumulés sur les milieux puisse être renforcée, notamment pour les milieux les plus fragiles, et dans le cas d'aménagements en particulier ceux concernant les retenues collinaires, la petite hydroélectricité, les extensions d'urbanisation. La limitation des impacts cumulés doit constituer l'une des priorités du SDAGE.

La question de **la compensation** est abordée de façon ambitieuse, avec la proposition de compensation à 200% des zones humides. FNE PACA souhaite que la mise en œuvre soit aussi efficace en pratique ! FNE PACA rappelle néanmoins que la compensation doit être une ultime solution : l'évitement de la destruction des zones humides, puis le cas échéant la réduction des impacts doivent être des étapes incontournables. Dans la mise en œuvre de projet faisant appel à la doctrine E-R-C, les porteurs de projets devraient avoir à justifier de façon publique leurs travaux d'évitement et de réduction des impacts.

La fédération régionale est néanmoins bien consciente des difficultés que cette proposition pourra poser localement, et notamment pour des projets visant à répondre à d'autres problématiques environnementales, sociales, sanitaires³.

Le SDAGE doit rester ferme sur l'objectif (compensation à 200%) mais doit permettre la souplesse dans l'application de cet objectif. Dans le cas de projets ne pouvant pas remplir cet objectif de compensation à 200% en surface (en acquisition foncière), un dialogue intelligent doit pouvoir se mettre en œuvre à l'échelle du bassin versant concerné, afin de trouver des compensations possibles, par exemple en restauration.

³ Le problème se pose d'ores et déjà pour le contournement autoroutier d'Arles. Actuellement sans contournement, ce sont quelques 8000 camions / jour qui traversent la ville. Le projet de contournement a donc pour objectif de déplacer ce trafic vers l'extérieur de la ville, mais son tracé empiète sur des milieux humides... La réalisation de ce contournement, avec le nouveau SDAGE, nécessitera une compensation à 200% des zones humides détruites. Et se pose la difficulté de trouver une telle surface : dans quel bassin versant ?



Il faudra néanmoins parvenir à chiffrer la compensation autre : en croisant les coûts d'acquisition de terrain, les coûts occasionnés lors de dégâts (causés par des inondations par ex.) aux biens et aux activités, les coûts de restauration d'un milieu ? etc.

Territoires et milieux ne doivent plus être considérés comme un simple terrain à modeler ! mais sont bien le socle intouchable de notre cadre de vie et de nos activités.

Dans un début de prise de conscience, la prise en compte et le chiffrage des "services rendus par les écosystèmes" se développent dans les milieux sensibilisés. Bien qu'imparfaits car considérant les milieux dans une approche très anthropocentrique, ces messages constituent néanmoins un des rares vecteurs permettant de rendre audibles les questions de préservation des milieux auprès d'un public peu philosophe. Le SDAGE doit en conséquence ouvrir, renforcer les travaux de vulgarisation de ces approches :

- Réfléchir à un système de tarification / taxation sur les biens et services, qui permettrait de valoriser ces derniers en rendant visible le coût de la dégradation des milieux dans les prix pratiqués ("bonus / malus" environnemental aquatique)
- Communication sur ces fonctionnalités et leurs utilités pour l'homme, par des médias classiques ou par la sensibilisation du public, mais aussi par des biais plus inhabituels favorisant l'interpellation, touchant les publics dans des actes où eau et milieux aquatiques n'étaient a priori pas attendus, etc.

AMBITION EAU / SDAGE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Concernant l'aménagement du territoire, c'est un autre regard que le SDAGE doit nous inviter à poser sur nos territoires. Au cœur de la focale, les milieux aquatiques, les ressources en eau, et nombre de services écosystémiques (cf. § Ambition Biodiversité), qui doivent être préservés, voire protégés par le biais des documents d'aménagement (SCoT, PLU, mais aussi SRCE, SRADDT) ou tout projet d'aménagement (quelque que soit son nom : OIN, ZIEE, etc.).

Les zones d'expansion de crue, les espaces de mobilité des cours d'eau ou espaces de bon fonctionnement sont les outils fournis par la nature et qui permettent de prévenir, limiter les dégâts lors des crues. Zones humides et ripisylves favorisent ralentissement et rétention des eaux, mais aussi leur épuration naturelle, le rafraîchissement des espaces qui leur sont contigus, etc. Comment ces différents espaces n'ont-ils pas encore fait l'objet de définition juridique, de zonage, de servitudes prédéterminés dans les documents d'urbanisme ? Le SDAGE doit proposer des pistes très concrètes pour aboutir à ces définitions et à leur mise en œuvre.

De même, comment nous permettons nous de mettre en danger de rupture d'alimentation en eau des quartiers entiers, bâtis sans la moindre considération pour la capacité des ressources locales en eau à alimenter ces nouvelles zones urbaines ? pour la capacité des milieux à accepter les eaux usées et eaux de ruissellement urbain, chargées de pollutions organiques et/ou minérales ?



Pourquoi ne pensons nous pas la répartition des activités en fonction de leurs besoins en eau mais aussi en fonction des services qu'elles rendent au territoire sur lequel elles sont implantées ? Sont ainsi à examiner, outre le nombre d'électeurs ou la taxe foncière que les activités rapportent, leur comportement à l'inondation (permettent elles le ralentissement des eaux, quels dégâts et quels coûts engendrés sur ces activités...), ce qu'elles fournissent au territoire en termes d'emploi, de ressources alimentaires, de paysages...

Ainsi, l'intégration, la déclinaison des enjeux eau dans les documents d'urbanisme doit être facilitée. Une meilleure communication, une plus grande vulgarisation doivent être développées pour permettre l'appropriation des enjeux et des solutions possibles par des élus non techniciens. La recherche d'objectifs convergents, mettant sur un même plan d'égalité les milieux et les intérêts humains, doit favoriser les synergies et des actions multi-objectifs, dans lesquelles les milieux aquatiques, la ressource en eau ne sont pas des "variables d'ajustement".

Les acteurs, les porteurs de projets doivent rechercher la transversalité. Cela se traduit, par exemple dans un SCoT, par le fait que l'eau ne soit pas nécessairement un chapitre à part de l'Evaluation Initiale de l'Environnement : l'eau doit être étudiée dans tous les chapitres évoquant les activités et l'aménagement du territoire concerné.

Enfin, il semble que le SDAGE doive ouvrir les débats sur des questions compliquées : recul stratégique, matérialisation des zones d'expansion de crues et entrée en opérationnalité, rémunération / indemnisation des activités en zone inondable, capacités d'accueil des territoires (en termes quantitatifs et qualitatifs). A défaut de proposer des règles ou des actions immédiatement applicables, des lignes de conduite doivent être rapidement précisées pour permettre des "développements – test" dans les territoires les plus concernés.

AMBITION EAU & SANTE

Le SDAGE a vocation à préserver les ressources en eau pour l'alimentation en eau potable, et surtout à donner aux acteurs locaux des pistes, des feuilles de route pour que cette préservation devienne opérationnelle, efficace sur le terrain.

L'orientation Fondamentale 5 porte justement sur cette question et doit, a minima être maintenue en l'état, et mieux, renforcée afin que les ressources en eau pour l'eau potable soient

- Identifiées dans les documents d'urbanisme, ainsi que les différents périmètres en lien avec les captages d'eau (périmètres réglementaires, et périmètres des AAC)
- L'objet d'étude permettant de mieux connaître les ressources, en terme de potentialité, mais aussi en termes d'état physico-chimique (aspect pollution notamment), de traitements éventuellement nécessaires (type de traitement, coûts, etc.), de périmètres à protéger et/ou préserver



- Un point de départ possible pour une collectivité (idéalement EPCI, à défaut commune) pour lancer un débat de société et fédérer l'ensemble des acteurs et citoyens de cette collectivité autour d'un projet de territoire multi-objectifs⁴.

La notion de zone de sauvegarde évoquée dans le SDAGE (disposition 5E-01) doit être précisément définie. Inclut-elle uniquement les périmètres de protection bénéficiant d'une définition réglementaire dans le Code de la santé ou prend-elle également en compte l'aire d'alimentation de captage) ? Cette définition est importante pour la suite de la disposition car elle implique une aire d'application de la disposition plus ou moins grande, et donc des contraintes à l'avenant.

"Eau et santé" : ce thème concerne également les eaux de baignade, en eau douce ou en mer. Nos efforts doivent donc porter sur la qualité des eaux y compris là où nous ne prélevons pas. Nous devons pour cela porter notre attention sur les rejets dans le milieu naturel :

- Poursuite de la politique d'assainissement, mise à niveau des STEP dans les petites communes, entretien des STEP existantes, mise en œuvre de "zones de rejet intermédiaire",
- Mise à niveau des équipements d'assainissement non collectif,
- Mise en place progressive d'une stratégie de gestion des eaux pluviales et des équipements nécessaires (par ex. à horizon 2025)
- Mise en œuvre de la directive Eaux de Baignade (2007) : surveillance régulière de la qualité des eaux et information – communication à destination du public.

Ce travail de communication doit être plus large et s'adresser à un public plus varié, dans un objectif plus général d'accompagnement des activités humaines (agriculture, industrie, transports notamment) vers des modèles moins polluants et moins consommateurs d'eau.

⁴ L'idée est que la protection d'un captage et de la ressource en eau peut donner lieu à un projet de territoire. La mise en place d'un plan d'actions initie la collaboration des différents acteurs du territoire, chacun ayant à évoluer dans son domaine propre. L'agriculteur doit passer en bio pour éviter la pollution du champ captant, mais il faut qu'il puisse ensuite écouler sa production. Cela implique donc une évolution des activités en aval de sa production : transformation, vente etc. On peut imaginer développer à partir de cette production locale une consommation locale : restauration collective ou scolaire, marchés locaux...

Toutes ces évolutions se font dans un objectif partagé de préservation de l'eau et de développement soutenable du territoire.



CONCLUSION

Les nombreuses remarques détaillées ci-dessus ne remettent pas en cause à nos yeux l'important travail qui a été réalisé pour proposer à la consultation et aux instances le projet de SDAGE dans sa version actuelle. Dans son intégralité, ce projet de SDAGE est intéressant et présente des avancées que les Associations de Protection de la Nature et de l'Environnement demandent depuis longtemps : FNE PACA a donc lieu de se satisfaire, au moins pour l'instant, de cette rédaction ! Nous souhaitons surtout que ces remarques permettent de maintenir l'ambition actuelle du document !

FNE PACA donne en conclusion un avis favorable au projet de SDAGE 2016-2021 dans sa rédaction actuelle.

Les critiques précises que nous pouvons aujourd'hui émettre s'attachent donc plutôt aux prescriptions et à l'ambition de ce document de planification, et à des échelles de temps un peu plus longues qu'un seul cycle DCE. Notre souhait d'un SDAGE plus précis, plus prescriptif et plus opérationnel à l'aune des objectifs affichés s'adresse donc de façon générale à une politique de l'eau à moyen et long terme, mais vise aussi, et justement dans ce but, une application rapide des ambitions affichées.